



Intervention de la Belgique
à l'occasion de la 74^{ème} session du
Comité exécutif du Haut-Commissariat pour les réfugiés

Genève, 9 octobre 2023

(à vérifier au prononcer)

1. La Belgique souhaite réitérer son engagement à faire partie de la solution pour les réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur des pays, par son engagement politique, ses contributions financières et autres actions fondées sur les principes de solidarité, de partage des responsabilités et des droits humains. Cette année surtout, en célébrant le **75^{ième} anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme**, nous voulons souligner l'importance de ce document fondateur.

2. La Belgique s'engage à apporter **une contribution significative au 'Forum Mondial sur les réfugiés'**. La Belgique envisage de mieux intégrer les réfugiés dans les programmes de coopération au développement, dès la conception jusqu'à la mise en œuvre de ces programmes. En effet, alors que le monde est de plus en plus souvent confronté à des crises prolongées, les déplacements causés par ces crises se prolongent de plus en plus.

Par conséquent, non seulement l'aide humanitaire doit répondre aux besoins des personnes déplacées de force, mais des réponses plus structurelles de la part de la coopération au développement sont également nécessaires pour trouver des solutions durables. Par le biais de la coopération au développement, nous devrions soutenir l'inclusion des réfugiés dans les sociétés d'accueil : en particulier dans les systèmes nationaux de santé et d'éducation, mais aussi en améliorant leur inclusion socio-économique en leur donnant accès au marché du travail et aux opportunités d'emploi. Cela réduira leurs besoins humanitaires, augmentera leur autonomie et leur permettra d'apporter une contribution positive à leur société d'accueil.

Donner aux réfugiés une place non seulement dans l'aide humanitaire, mais aussi dans la coopération au développement, signifierait un pas concret vers le rapprochement de l'aide humanitaire et de la coopération au développement. La composante "consolidation de la paix" du triple nexus ne doit pas être oubliée. Les conflits n'existent pas seulement dans les pays d'origine, mais peuvent également apparaître dans les pays d'accueil. Les tensions entre les communautés d'accueil et les réfugiés ou les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays apparaissent, surtout lorsque les communautés d'accueil sont déjà confrontées à des difficultés humanitaires.

Par conséquent, la Belgique estime que les engagements multipartites liés à l'inclusion des réfugiés dans leur communauté d'accueil pourraient servir de catalyseur et avoir un effet transformateur : ils permettent aux réfugiés d'être les acteurs de leur propre destin et de ne pas être uniquement les victimes de conflits et de catastrophes.

3. En termes de financement, la Belgique contribue chaque année 10 millions d'euros en core funding et 8 millions d'euros en financement de projets pour les crises oubliées et sous-financées, cette année pour le Niger, le Liban, la Syrie et l'Éthiopie.

La Belgique a pu maintenir une grande flexibilité dans son budget humanitaire, en moyenne 66% de nos contributions sont flexibles, dépassant ainsi notre engagement du Grand Bargain. Ceci permet à nos partenaires humanitaires de réagir rapidement à des crises soudaines et de consacrer des fonds à des crises moins visibles et oubliées. La Belgique veut réitérer l'importance du core funding, afin de donner à l'institution une marge de manœuvre qui lui permette d'exercer sainement sa fonction.

De plus, je me réjouis de **l'augmentation de notre soutien financier** au HCR (en 2023 ?) avec **3 millions d'euros additionnels pour la crise en Ukraine**, montant qui sera affecté à un projet concernant le 'multi purpose cash assistance & protection'.

4. Nous apprécions les changements que vous avez apportés à la présentation du **budget** pour le rendre plus accessible, ainsi que l'engagement à travailler avec les organisations locales. Nous soulignons également l'importance du volet protection et l'importance d'aligner le budget sur les besoins réels sur le terrain et de fournir des indicateurs à ce sujet. Nous soutenons l'augmentation du budget pour la protection des enfants. Enfin, je souhaite également exprimer ma compréhension pour un exercice financier difficile où la hausse de l'inflation a affecté les budgets. Nous attendons avec impatience de voir les effets de la décentralisation et des nouveaux programmes de gestion tels que COMPASS.

5. En 2024, la Belgique assurera la présidence de l'Union européenne pendant le 1^{er} semestre. Nos axes humanitaires prioritaires seront les suivants :

D'abord le funding gap : le déficit de financement pousse le secteur humanitaire à prioriser et marque le besoin de trouver de nouvelles sources de financement ;

La Belgique souhaite ensuite mettre les crises sous-financées et oubliées en avant afin qu'il y ait une couverture des besoins plus équilibrée. Notre pays dédie déjà une partie de son budget humanitaire à ces crises ;

La protection occupe une place centrale dans l'action humanitaire et fait partie du mandat d'acteurs internationaux mais reste pourtant un secteur régulièrement sous-financé ;

En ce qui concerne la localisation et l'Accountability to Affected People : il s'agit ici d'importants engagements pris dans le cadre du Grand Bargain que la Belgique souhaite mettre en avant afin de mettre les bénéficiaires et les acteurs humanitaires locaux au centre de la réponse humanitaire ;

Finalement l'accès humanitaire reste une problématique importante avec, entre autres, un nombre de plus en plus important de personnes vivant dans des territoires contrôlés par des groupes armés non-étatiques. L'accès humanitaire et le respect du droit international humanitaire sont clés pour que le secteur humanitaire puisse intervenir où il faut.

6. En conclusion, la Belgique félicite le HCR pour son engagement à protéger les réfugiés, les demandeurs d'asile, les déplacés internes et les apatrides de tous âges, sexes et origines, y compris les personnes LGBTIQ+. Nous appelons le Haut-Commissariat à poursuivre ces efforts, y compris en fournissant des services inclusifs pour eux, en protégeant leurs droits humains et en identifiant des options et des solutions sûres.

Je vous remercie.